



Des outils de communication efficaces informent les consommateurs sur l'impact environnemental des produits, leur durée de vie, leur potentiel de partage, de réemploi, de réparabilité et de recyclabilité, ainsi que sur la manière de les entretenir

Pourquoi ce jalon?

- Accélérer la transition vers une économie sobre, circulaire et juste suppose de renforcer la capacité des consommateurs à faire des choix éclairés. Pour cela, il est essentiel que l'information sur les impacts environnementaux et sociaux des biens, produits et services soit simple, fiable, accessible et vérifiable.
- Or, cette information demeure souvent opaque, technique, fragmentée ou sujette au greenwashing. Il est difficile, voire impossible, pour un consommateur moyen de savoir si un produit est réparable, durable, recyclable ou fabriqué dans des conditions socialement acceptables. Cette asymétrie d'information freine l'adoption de comportements sobres et invisibilise les entreprises réellement engagées dans la circularité.
- Rendre cette information transparente, lisible et normalisée permettrait de mieux orienter les choix individuels vers des pratiques responsables (entretien, réemploi, réduction des achats superflus, achat local), tout en stimulant une pression positive sur les marchés. Des outils comme le passeport numérique environnemental, l'étiquetage écoresponsable ou des guides pratiques peuvent jouer un rôle structurant à ce titre. Ces dispositifs permettent de :
 - visibiliser des critères concrets : réparabilité, durabilité, potentiel de partage, conditions de fabrication.
 - sensibiliser aux enjeux systémiques : épuisement des ressources, pollution, déchets, inégalités sociales.
 - valoriser les co-bénéfices : gains économiques (économies à long terme), bien-être (satisfaction, réduction du stress), impact collectif (réduction des émissions).
 - structurer une culture partagée autour de la sobriété, de l'entretien et du soin porté aux objets comme aux services.
 - renforcer la confiance grâce à des indicateurs standardisés (ex. indice de circularité, score de réparabilité), qui objectivent les performances et guident l'innovation.
- Ce jalon s'inscrit donc comme un levier essentiel de la transition, en reliant transparence de l'information, responsabilité des entreprises et capacité d'agir.

Niveau d'avancement



Qui doit être mobilisé



Milieu des affaires et du travail



Milieu associatif et citoyen



Milieu de l'éducation et de la recherche

Comment pourrait-on s'y rendre ?

- Rendre obligatoire un passeport numérique environnemental pour les biens et services offerts au Québec, fondé sur une déclaration environnementale (ex. ACV, traçabilité, critères sociaux), avec un affichage simplifié par pictogrammes.
- Développer une étiquette écoresponsable standardisée, incluant un indice de circularité (durabilité, réparabilité, potentiel de partage), visible en magasin, en ligne ou au moment de la commande d'un service.
- Encadrer les labels et certifications – pour les produits comme pour les services – par des tiers vérificateurs afin de garantir leur fiabilité et prévenir le greenwashing.
- Exiger des entreprises la création de guides pratiques numériques : pour les biens (entretien, réemploi, recyclage) et pour les services (comportements sobres, alternatives durables, conditions sociales de prestation), accompagnés d'un répertoire québécois des ateliers de réparation, centres de dons et groupes de partage.
- Mettre à disposition un simulateur simplifié d'analyse de cycle de vie, permettant de comparer les impacts environnementaux de plusieurs biens ou services similaires.
- Offrir des ateliers éducatifs dans les écoles et des espaces de dialogue citoyen (plateformes numériques, événements locaux) autour des choix de consommation durable, y compris pour les services.
- S'inspirer d'expériences européennes où ces outils sont déjà déployés (ex. passeport pour appareils électroniques, indice de réparabilité en France, ou indice de durabilité pour les services de mobilité et le tourisme durable).

Qu'est-ce qui peut faciliter ce changement ?

- Les initiatives comme [Éco-logo](#) pourrait encadrer et renforcer la crédibilité des labels écoresponsables. Des systèmes de vérification de consommation pourraient également aider à la consommation responsable.
- Le développement de contenus pédagogiques, la mise en place de formations accessibles sur des sujets clés tels que la construction durable, comme le propose [ÉcoHabitation](#).
- Le soutien de programmes publics comme le [Fonds Écoleader](#) ou la [Certification Écoresponsable](#) peut aussi bénéficier aux consommateurs, en renforçant la transparence sur les engagements des entreprises et en orientant les choix vers des produits certifiés.
- Les campagnes comme "[Ça va où ?](#)", "[ICI on recycle +](#)", ou les programmes de collecte (ARPE-Québec, [Call2Recycle](#)) ont déjà familiarisé la population avec certains comportements.

- Les points de réparation libre-service et de réemploi, par exemple [La Remise](#) ou [Les Affûtés](#) sont des exemples d'infrastructures de proximité à valoriser par des répertoires publics.

Qu'est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre ?

- La production et mise en marché massive de biens à usage rapide, appuyée par des lobbys industriels, freine la transition vers des biens et services durables.
- L'absence de standards clairs pour encadrer les messages environnementaux et sociaux diffusés peut créer de la confusion et nuire à la confiance des consommateurs.
- Le marketing de la surconsommation (publicités, réseaux sociaux, incitations à l'achat rapide) entre directement en contradiction avec les objectifs de sobriété et de circularité.
- Le manque de plateformes ouvertes et interopérables pour partager des données fiables sur la réparabilité, la recyclabilité ou la traçabilité limite l'efficacité des outils de communication.
- Une littératie environnementale et numérique encore inégale dans la population peut freiner l'appropriation de ces dispositifs.

Qu'est-ce qu'il reste à éclaircir ?

- Quels mécanismes de vérification garantiront l'exactitude des données fournies aux consommateurs (ACV, DEP, indices) ?
- Comment intégrer dans ces outils les enjeux sociaux : conditions de travail, équité, provenance des matériaux ?
- Quel type de message ou format (visuel, interactif, émotionnel) est le plus efficace pour susciter un changement de comportement ?
- Comment s'assurer que ces outils ne creusent pas les inégalités (accès au numérique, compréhension) ?

Ressources

- Vaz, et al., 2023. [Évaluation transversale des méthodes d'affichage environnemental textiles d'habillement et chaussures](#) – rapport final Phase 1. 54 pages
- Circle Economy. 2024. [The Circularity Gap Report 2024](#)
- Écoentreprises Québec. 2023. [Moderniser la collecte sélective. Propulser l'économie circulaire. Bâtir un monde durable](#)
- Gouvernement du Québec. 2024. [Feuille de route gouvernementale en économie circulaire 2024-2028](#)
- Québec circulaire. 2024. [Passeport numérique de produit: levier de l'économie circulaire](#)

À propos

Cette fiche jalon met en lumière des pistes d'action concrètes et contextualisées pour accélérer la transition. Elle n'est pas prescriptive, mais vise à alimenter la réflexion, stimuler la mobilisation et favoriser l'alignement des efforts vers la [vision 2050: un futur circulaire souhaitable pour le Québec](#). Vos contributions pour l'enrichir sont les bienvenues à : info@rrecq.ca

Version : août 2025